



## La menace de Hayat Tahrir al-Sham pour les femmes en Syrie

Hayat Tahrir al-Sham (HTS), également connu sous le nom de Tahrir al-Sham, est apparu en 2017 comme une coalition de plusieurs groupes salafistes djihadistes impliqués dans la guerre civile syrienne. Elle comprend des groupes ayant des liens étroits avec Al-Qaïda ainsi que d'anciens combattants de l'État islamique (Daesh) et est internationalement désignée comme une organisation terroriste. Néanmoins, avec le soutien des forces internationales, dont la Turquie en particulier, HTS a lancé une offensive contre Alep, Hama et Damas le 27 novembre 2024, renversant le régime syrien de Bachar al-Assad. En envahissant la capitale Damas et Homs, HTS proclame un nouveau gouvernement sans la participation des autres partis politiques et démographiques syriens et entend gouverner la Syrie sur la base de son idéologie islamiste fondamentaliste.

### La situation des femmes sous le contrôle du groupe HTS

Depuis 2015, la région d'Idlib, dans le nord-ouest de la Syrie, est sous le contrôle de divers groupes mercenaires islamistes, dont les précurseurs du groupe HTS qui a pris le pouvoir de la région en juillet 2017. Depuis lors ce groupe, qui a de nombreux liens avec l'État turc, s'est efforcé d'installer son propre système politique et économique et d'imposer ses pratiques religieuses strictes à la population, en particulier aux femmes.

Sous domination du groupe HTS à Idlib, la population a connu des changements majeurs dans sa vie quotidienne de par l'introduction d'un système social et juridique strict basé sur leur interprétation de la loi islamique. Cela a entraîné de nombreuses restrictions et difficultés pour les femmes, dont la liberté sociale et religieuse s'est vue limitée, ayant des conséquences considérables dans des domaines tels que l'éducation, les possibilités d'emploi et les relations sociales. Ces dures conditions ont rendu les femmes plus vulnérables à la violence et à la souffrance.

### Reportages des médias sur le groupe HTS et son traitement des femmes

Selon un journaliste anonyme de l'agence de presse Al-Ain (al-ain.com), dans le nord-ouest de la Syrie, le 25 décembre 2020, des centaines de femmes ont protesté contre le pouvoir du groupe HTS dans la ville d'Idlib en exigeant la libération des prisonniers. Les femmes brandissaient des banderoles sur lesquelles on pouvait lire : *"Nous n'acceptons pas de rançon, nous n'acceptons que la vengeance. Nous ne vendrons pas le sang de nos enfants à al-Jolani. Idlib est libre et le restera"* et *"Hayat quitte Idlib"*. Des appels ont également été lancés pour que cessent les raids dans les maisons par les membres des forces de sécurité du groupe HTS, qui sont devenus des chefs de guerre et contrôlent tous les aspects de la vie dans la province d'Idlib.

L'agence de presse Al-Araby Al-Jadeed (newarab.com) a rapporté en 2022 que les groupes extrémistes d'Idlib s'inspiraient de l'expérience de l'Afghanistan. Les restrictions qu'ils imposent à la population dépendent du degré de contrôle qu'ils exercent et de la stabilité de leur pouvoir. Ils ont rapporté que *"Hayat Tahrir Al-Sham a travaillé avec une stratégie unique lorsqu'ils ont commencé à contrôler Idlib. S'ils voyaient un jeune homme en train de fumer, ils s'approchaient de lui et le réprimandaient pour des raisons religieuses. Il en était de même pour les filles qui se maquillaient, portaient des vestes courtes ou des couleurs vives. Au début, ils faisaient passer ces remontrances pour des conseils, mais à mesure que leur pouvoir grandissait, ils ont commencé à harceler les femmes. Aujourd'hui encore, ils refusent que les hommes et les femmes se réunissent. De plus, les hommes n'ont pas le droit d'entrer dans les magasins de vêtements pour femmes"*.



## Expériences des femmes d'Idlib avec les méthodes du groupe HTS

- Rana (42 ans, veuve) *"Après l'assassinat de mon mari, j'étais dans un grand besoin. Sans l'escorte d'un membre masculin de la famille (mahram), je n'ai pas le droit de travailler en dehors de la maison. Je couds en cachette pour nourrir mes enfants. J'ai toujours peur d'être découverte par les membres de la commission"*.
- Samira (35 ans, enseignante) : *"Avant l'arrivée au pouvoir de Tahrir al-Sham, je travaillais dans une école publique. Aujourd'hui, je dois enseigner dans des classes séparées, réservées aux filles, avec un programme restreint. Mon salaire a été réduit et parfois je ne suis pas payée du tout. Je me sens comme une prisonnière sur mon lieu de travail"*.
- Un militant anonyme : *"Les organisations extrémistes se développent également et gagnent du terrain dans les couches pauvres et conservatrices de la société, au nom de l'application de la charia. Dans ces communautés, elles lancent des projets sociaux, distribuent des aides financières et promeuvent l'éducation religieuse et idéologique. À mesure qu'elles gagnent en pouvoir, elles commencent à imposer leurs interprétations religieuses à la société et recourent à la violence et aux arrestations pour en contrôler l'application - tout cela dans l'intention de mettre en œuvre la charia"*.
- Hala (28 ans, militante des droits de l'homme) : *"J'ai été arrêtée deux fois pour mes activités en faveur des droits de l'homme. Mes interrogatoires ont été humiliants et douloureux. Nous avons essayé de mettre en place un réseau de soutien pour les femmes, mais nous avons dû travailler dans le plus grand secret par crainte de la répression de la commission"*.
- Nora (38 ans, médecin) : *"Après l'imposition de restrictions strictes, j'ai quitté l'hôpital. Je travaillais seule dans le service des femmes dans des conditions arbitraires. La plupart de mes collègues ont fui la région en quête de liberté"*.
- Ayshe (27 ans, enseignante et migrante de Damas) : *"Nous sommes musulmans et connaissons nos enseignements religieux depuis l'enfance. Mais que quelqu'un vienne s'immiscer dans tous les détails de notre vie sous prétexte de religion est un désastre [...] Une fille qui porte un pantalon de jogging qui ne couvre que ses genoux est qualifiée de libérale parce que le pantalon doit arriver jusqu'à la cheville. Il est préférable de porter des vêtements islamiques et un voile noir ample plutôt qu'un voile qui cache chaque détail du visage et du corps. Mais aucun maquillage ou vêtement coloré ne doit être visible sur le visage"*.

## Quel sera le statut des femmes sous le régime du groupe HTS en Syrie ?

HTS affirme actuellement contrôler 70 % du territoire syrien. Dans les grandes villes comme Damas, Homs et Alep, le groupe commence à utiliser les mêmes méthodes qu'à Idlib pour cibler les femmes en public, en les critiquant pour leur tenue et leur apparence et en exigeant qu'elles portent le voile. Ces membres utilisent également des femmes, comme la secrétaire à la famille récemment nommée, pour faire campagne en faveur de la mise en œuvre de règles restrictives pour l'ensemble de la Syrie, sur la base des lignes directrices d'Idlib.

Si HTS consolide son pouvoir, cela aura des conséquences considérables sur la vie des femmes en Syrie. Elles seront privées de leurs droits et libertés au nom de la religion, ce qui entraînera une augmentation des cas de violence sexuelle, d'enlèvement et de migration forcée. Les femmes seront encore plus accablées qu'auparavant par leurs responsabilités sociales et économiques à l'égard de leur famille, en plus de la crise humanitaire déjà existante.